

ARRÊTÉ DU MAIRE

FERMETURE DE LA PLACE JULES VERNE

Le Maire de la commune de Petite-Forêt,

VU la loi modifiée n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU le Code de la route et notamment les articles R110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18 et R 411.25 à R 411.28, R 417 -10§II 10, §4 et R 411- 25 al 3,

VU l'arrêté interministériel modifié du 24/11/67, portant instruction générale sur la signalisation routière,

CONSIDÉRANT la demande formulée par Monsieur Pierrick Colpin Référent France Insoumise secteur valenciennois en date du 25 février 2019,

CONSIDÉRANT qu'un Car-podium va stationner sur la place Jules Verne le lundi 13 mai 2019, il convient de fermer cette dernière au stationnement à partir de 11 heures,

ARRÊTE

Article 1 : le lundi 13 mai 2019, le stationnement sera interdit sur la place Jules Verne de 11 heures à 18 heures,

Article 2 : la signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire, approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, la fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins des services techniques municipaux,

Article 3 : les infractions seront constatées par procès-verbaux transmis aux tribunaux compétents et les véhicules enlevés aux frais et risques des propriétaires,

Article 4 : le présent arrêté figurera au registre des arrêtés municipaux et ampliation sera transmise à :

- Madame la Directrice Générale des Services
- Madame la Directrice des Services Techniques,
- Monsieur le Référent de la France Insoumise secteur valenciennois,
- Monsieur le Brigadier-Chef de la Police Municipale de Petite-Forêt,



Acte notifié et/ou affiché le : 29/04/19

Le Maire certifie sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Lille, dans un délai de 2 mois, à compter de sa notification et/ou de son affichage ; saisine possible par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

